



Conseil de sécurité

Briefing : UNAMA

New York, le 12 décembre 2024

Déclaration lue par Pascale Baeriswyl,
Représentante permanente de la Suisse

Merci, Madame la Présidente.

Je voudrais également remercier la Représentante spéciale Otunbayeva, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et coordinateur des secours d'urgence Tom Fletcher et le Président du Comité 1988 de leurs exposés, ainsi que Madame Mahboob de ses paroles courageuses.

L'adoption, il y a trois quarts de siècle, de la Déclaration universelle des droits humains, que nous venons de commémorer ce mardi, nous rappelle douloureusement que la situation en Afghanistan est un exemple flagrant de la distance qui nous sépare de la réalisation de ces droits universels. La semaine dernière, les Talibans ont effectivement fermé le dernier accès à l'enseignement supérieur pour les femmes, leur interdisant l'accès aux professions médicales. Cette exclusion des femmes du secteur de la santé, au mépris de leur dignité et de leurs aspirations, aggravera la pénurie déjà critique de services essentiels. La crise humanitaire s'approfondi davantage. S'ajoutant à d'autres restrictions, cette action exacerbe encore la crise des droits des femmes la plus grave au monde, privant l'Afghanistan de perspectives économiques, sociales et politiques. Lorsque la moitié de la population est exclue de l'éducation, de la vie publique et économique, les conséquences se répercutent sur l'ensemble du pays. La pauvreté est exacerbée. Les communautés déstabilisées. Et la confiance dans la gouvernance et les institutions publiques s'érode. Nous appelons les Talibans à revenir immédiatement sur ces décisions que nous condamnons fermement.

Madame la Présidente,

Ce Conseil a reconnu l'évaluation indépendante comme une base pour avancer, et son soutien à la MANUA et à son mandat demeure solide. Mais nous devons faire davantage pour garantir que les droits de toutes les Afghanes et de tous Afghans soient rétablis et que l'Afghanistan puisse s'engager durablement sur le chemin de la paix, de la stabilité et de la prospérité.

En réfléchissant aux deux années de la Suisse en tant que membre de ce Conseil, je souhaite souligner les points essentiels suivants :

Premièrement, les droits humains de toutes les Afghanes et de tous les Afghans doivent être respectés. L'Afghanistan ne pourra atteindre la stabilité, la prospérité ou la paix tant que des violations systémiques persisteront. Les femmes doivent pouvoir prendre leur place à la table des négociations et participer aux prises de décisions. A cette fin, une solide formation est indispensable. Ma délégation s'est engagée pour que les femmes afghanes soient incluses dans la construction de l'avenir de leur nation. En décembre dernier, nous avons organisé une réunion à huis clos en formule Arria pour faciliter un dialogue entre des femmes afghanes et les membres de ce Conseil. En septembre de cette année, nous avons amplifié les voix de ces femmes qui ont consacré leur vie à construire la paix au sein de leurs communautés avec notre Présidente et le Secrétaire général des Nations unies. Leur courage doit

continuer d'inspirer et de guider nos actions, et nous ne devons pas abandonner leurs espoirs et aspirations.

La composante « droits humains » de la MANUA est essentielle pour documenter les violations, contribuer à garantir la responsabilité et préserver la dignité. La Suisse a contribué à hauteur de plus de deux millions de dollars pour soutenir ce travail crucial, et nous appelons ce Conseil à réaffirmer son engagement envers les droits humains lors du renouvellement du mandat de la MANUA en mars. Sans droits humains, un Afghanistan en paix, sûr et prospère restera hors de portée.

Deuxièmement, investir dans la résilience climatique aujourd'hui sauvera des vies demain. L'Afghanistan est l'un des pays les plus touchés par le changement climatique, avec des sécheresses et d'autres événements climatiques extrêmes qui déplacent des communautés entières, épuisent des ressources déjà rares et exacerbent les tensions régionales liées à l'accès à l'eau et aux ressources naturelles. La réunion de l'année dernière du Groupe d'experts informel sur le climat, la paix et la sécurité, coprésidée par la Suisse, a mis en évidence la nécessité de solutions innovantes et d'une résilience accrue. Nous saluons la nomination d'un conseiller climatique à la MANUA qui contribuera à renforcer les efforts de la mission à ce sujet.

Troisièmement, l'action humanitaire doit être protégée. Plus de 23 millions de personnes en Afghanistan ont un besoin urgent d'aide humanitaire. Nous ne pouvons pas permettre qu'elles soient privées de l'aide dont elles ont besoin. L'accès humanitaire et la protection du personnel humanitaire doivent être garantis en tout temps, conformément au droit international humanitaire et à la Résolution 2730 de ce Conseil. Nous faisons écho à l'appel du Secrétaire général aux Talibans pour qu'ils garantissent un accès sans entrave, s'abstiennent d'interférer arbitrairement et assurent la sécurité du personnel humanitaire. De son côté, la Suisse vise l'ouverture prochaine d'un bureau humanitaire à Kaboul afin de pouvoir contribuer aux besoins humanitaires de la population afghane en détresse.

Madame la Présidente,

Répondre aux crises en Afghanistan exige un engagement résolu, coordonné et soutenu. La MANUA reste un pilier des efforts internationaux, et son mandat est essentiel pour l'avenir du pays. Alors que le mandat de la Suisse au Conseil touche à sa fin, nous réaffirmons notre solidarité avec le peuple afghan et notre engagement indéfectible à défendre leurs droits et leurs libertés. La Suisse restera ferme dans son soutien à la paix, à la stabilité et à la dignité pour toutes et tous les Afghans.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Thank you, Madam President.

I would also like to thank Special Representative Otunbayeva, the Under-Secretary-General for Humanitarian Affairs and Emergency Relief Coordinator Tom Fletcher and the Chair of the 1988 Committee for their presentations, and Ms Mahboob for her courageous words.

The adoption of the Universal Declaration of Human Rights three-quarters of a century ago, that we have just commemorated this Tuesday, is a painful reminder that the situation in Afghanistan is a stark example of the gap that separates us from the realization of these universal rights. Last week, the Taliban effectively shut down the last access to higher education for women, denying them access to the medical profession. This exclusion of women from the health sector in contempt of their dignity and aspirations, will exacerbate the already critical shortage of essential services. The humanitarian crisis is worsening. Coupled with other restrictions, this action further exacerbates the world's worst women's rights crisis and deprives Afghanistan of economic, social and political prospects. When half the population is excluded from education, public and economic life, the consequences reverberate throughout the country. Poverty is exacerbated. Communities are destabilized. And confidence in governance and public institutions is undermined. We call on the Taliban to immediately reverse these decisions, which we strongly condemn.

Madam President,

This Council has recognized the independent assessment as a basis for moving forward, and its support for UNAMA and its mandate remains strong. But we must do more to ensure that the rights of all Afghan women and men are restored, and that Afghanistan can embark on a sustainable path to peace, stability and prosperity.

Reflecting on Switzerland's two years as a member of this Council, I would like to highlight the following key points:

First, the human rights of all Afghans must be respected. Afghanistan cannot achieve stability, prosperity, or peace as long as systemic violations persist. Women must be able to take their place at the negotiating table and participate in decision-making. To this end, a solid education is essential. My delegation is committed to ensuring that Afghan women are included in shaping the future of their nation. Last December, we organized a closed-door meeting in the Arria formula to facilitate dialogue between Afghan women and the members of this Council. In September this year, we amplified the voices of those women who have dedicated their lives to building peace within their communities, with our President and the United Nations Secretary-General. Their courage must continue to inspire and guide our actions, and we must not abandon their hopes and aspirations.

UNAMA's human rights component is essential to document violations, help ensure accountability and preserve dignity. Switzerland has contributed over two million dollars to support this crucial work, and we call on this Council to reaffirm its commitment to human rights when UNAMA's mandate is renewed in March. Without human rights, a peaceful, secure and prosperous Afghanistan will remain out of reach.

Second, investing in climate resilience today will save lives tomorrow. Afghanistan is one of the countries most affected by climate change, with droughts and other extreme weather events displacing entire communities, depleting already scarce resources and exacerbating regional tensions over access to water and natural resources. Last year's meeting of the Informal Expert Group on Climate, Peace and Security, co-chaired by Switzerland, highlighted the need for innovative solutions and greater resilience. We welcome the appointment of a climate advisor to UNAMA, which will help strengthen the mission's efforts in this area.

Third, humanitarian action must be protected. More than 23 million people in Afghanistan are in urgent need of humanitarian assistance. We cannot allow them to be deprived of the aid they need. Humanitarian access and the protection of humanitarian personnel must be guaranteed at all times, in accordance with international humanitarian law and Resolution 2730 of this Council. We echo the Secretary-General's call on the Taliban to guarantee unhindered access, refrain from arbitrary interference and ensure the safety of humanitarian personnel. For its part, Switzerland is aiming to open a humanitarian office in Kabul in the near future in order to be able to contribute to the humanitarian needs of the Afghan population in distress.

Madam President,

Responding to crises in Afghanistan requires a determined, coordinated and sustained commitment. UNAMA remains a pillar of international efforts, and its mandate is essential for the future of the country. As Switzerland's term on the Council draws to a close, we reaffirm our solidarity with the Afghan people and our unwavering commitment to defending their rights and freedoms. Switzerland will remain steadfast in its support for peace, stability and dignity for all Afghans.

I thank you.